

La Suisse cherche la sécurité dans l'incertitude de l'après-guerre froide

Hier à Zurich, ceux qui sont considérés comme les meilleurs penseurs de la stratégie militaire helvétique ont fait le tour de ce qui n'est plus comme avant. Et ont dessiné timidement ce qui pourrait advenir.

MICHEL ZENDALI
ZURICH

Réunir à l'heure qu'il est un colloque sur la sécurité de la Suisse dans l'Europe tient de la gageure. Jamais ce domaine n'a autant manqué de certitude, de situation clairement analysée et comprise, car si le vieux monde de la guerre froide est derrière nous, le nouveau qui se dessine est encore noyé dans le flou. Cela explique sans doute que la brochette de personnalités réunies à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich n'aura pu que reconnaître son impuissance à dessiner d'un trait assuré de quoi demain sera fait.

*Les zones d'insécurité
sont nombreuses,
même si elles semblent
circonscrites*

L'invité d'honneur du colloque, le général Klaus Naumann, inspecteur général de l'armée allemande, s'est chargé de planter le décor. Le monde n'est plus dominé par deux superpuissances militaires, qui figent les camps une fois pour toutes. Mais la chute du Mur ne signifie pas pour autant la fin de l'insécurité. Au contraire, elle la multiplie. On se rappelle, a dit le général, que la Russie dispose encore sur son sol de près de 300 têtes nucléaires, d'une armée de près d'un million et demi d'hommes et que les zones d'instabilité sont nombreuses, même si elles sont, à première vue, circonscrites. Bref, s'il est vrai que le danger de conflit semble bel et bien ne plus être en Europe, il peut

surgir partout ailleurs quand ce n'est pas à ses confins, l'ex-Yougoslavie est là pour le démontrer.

Ce nouveau contexte, a jugé Klaus Naumann, oblige à repenser non seulement le système de sécurité en Europe mais aussi le rôle des armées. Pour ces dernières, une époque a pris fin, celle du «désert des Tartares», où elles attendaient, bien sagement abritées derrière leurs frontières, un ennemi hypothétique et forcément terrifiant. Désormais, les armées, et plus particulièrement celles du Vieux-Continent, doivent repenser leur rôle: elles sont aussi là pour faire les pompiers ou les protecteurs de l'action humanitaire, elles doivent s'efforcer de prévenir plutôt que d'attendre les conflits. En somme, elles redeviennent un instrument politique au service de la sécurité ou, mieux encore, de la paix.

Pour Klaus Naumann, il ne s'agit pas pour autant de tout remettre à plat. Les grandes alliances comme l'OTAN ont opéré depuis quelques années une mue qui les rend aptes à ces nouvelles

missions. D'autant qu'ont réapparu à côté d'elles d'autres institutions, l'UEO (Union de l'Europe occidentale) ou l'Eurocorps.

*Désormais, les armées
doivent prévenir
plutôt qu'attendre
les conflits*

Les participants du colloque se sont dispersés dans une série d'ateliers pour débattre de thèmes particuliers. A défaut du don d'ubiquité, on ne sait pas ce qui

se sera dit partout. L'un d'entre eux, consacré au rôle de la Suisse et de sa neutralité dans le nouveau contexte européen, aura au moins permis de faire le point d'une réflexion à l'évidence inachevée. L'ambassadeur Matthias Krafft rappellera l'état de la réflexion. Depuis son rapport sur la sécurité d'octobre 1990, le Conseil fédéral a avancé quelques pions.

Ce document, publié il y a deux ans, identifiait déjà de nouveaux risques liés aux technologies, à l'immigration massive, au banditisme international, qui remplaçait celui lié à feu le Pacte de Varsovie. Le gouvernement expliquait alors que dans un contexte de paix la neutralité n'a plus tout à fait le même sens et même, a rappelé Matthias Krafft, que contre les nouveaux dangers elle ne sert pas la sécurité de la Suisse. Reste que même si le groupe de travail chargé de réfléchir sur ce qui a caractérisé la sécurité helvétique depuis plus d'un siècle n'est pas près d'abandonner la neutralité, elle pourrait même devenir différenciée, s'appliquant strictement lorsqu'un conflit éclate entre pays européens, elle pourrait être suspendue lorsque c'est l'Europe entière qui est menacée par un ennemi extérieur.

Comme pour démontrer que rien n'est tabou, l'un des délégués suisses à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) est venu dire que l'état-major multiplie désormais les contacts avec toutes les instances militaires et de sécurité en voie de formation ou de reconstitution. Mais Josef Schærli plaide pour une approche très pragmatique: pas question de s'engager sans condition dans